



www.rsf.org

# Liberté de la presse

Lundi 20 octobre 2003

## Deuxième classement mondial de la liberté de la presse

Cuba, avant-dernier, juste devant la Corée du Nord  
Les Etats-Unis et Israël montrés du doigt pour leur comportement à l'extérieur de leurs frontières

---

Reporters sans frontières publie son second classement mondial de la liberté de la presse. Comme en 2002, c'est en Asie que la situation est la plus catastrophique, avec huit des dix pays les plus mal classés : la Corée du Nord, la Birmanie, le Laos, la Chine, l'Iran, le Viêt-nam, le Turkménistan et le Bhoutan. Dans ces Etats, la presse indépendante est soit inexistante, soit réprimée quotidiennement par les autorités. Les journalistes y travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, sans aucune liberté ni sécurité. Plusieurs d'entre eux sont emprisonnés en Birmanie, en Chine et en Iran.

Cuba (165<sup>e</sup>) occupe l'avant-dernière place dans ce classement mondial. Au printemps 2003, 26 journalistes indépendants ont été arrêtés et condamnés à des peines allant de 14 à 27 ans de détention, faisant de ce pays la plus grande prison du monde pour les journalistes. On leur reproche de publier à l'étranger des articles qui font le jeu des "intérêts impérialistes". L'Erythrée (162<sup>e</sup>) affiche la pire situation du continent africain. Depuis deux ans, la presse privée n'a plus le droit de paraître et quatorze journalistes sont détenus au secret.

Pour établir ce classement, Reporters sans frontières a demandé à des journalistes, des chercheurs, des juristes ou des militants des droits de l'homme de remplir un questionnaire permettant d'évaluer la situation de la liberté de la presse dans un pays donné. 166 nations figurent dans cet index (contre 139 l'an passé). Les autres sont absentes, faute d'informations fiables et étayées.

### ■ Richesse ne rime pas toujours avec liberté de la presse

Comme en 2002, ce classement démontre que le respect de la liberté de la presse n'est pas uniquement lié au développement économique des Etats. Ainsi, des pays parmi les plus pauvres de la planète, comme le Bénin (29<sup>e</sup>), le Timor-Leste (30<sup>e</sup>) ou Madagascar (46<sup>e</sup>), figurent dans les cinquante premiers.

Inversement, des nations riches comme Bahreïn (117<sup>e</sup>) ou Singapour (144<sup>e</sup>) se classent dans les cinquante pays qui respectent le moins la liberté d'expression.

### ■ La situation particulière des Etats-Unis et d'Israël

Dans ces deux cas, le classement distingue les situations à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Si les Etats-Unis et Israël se trouvent respectivement en 31<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> positions pour le respect de la liberté d'expression sur leur propre territoire, ils dégringolent aux 135<sup>e</sup> et 146<sup>e</sup> places pour leur comportement hors de leurs frontières.

Les exactions répétées de l'armée israélienne contre des journalistes dans les territoires occupés et la responsabilité de l'armée américaine dans la mort de plusieurs reporters pendant la guerre en Irak sont des actes inadmissibles pour deux nations qui ne cessent de rappeler leur engagement en faveur de la liberté d'expression.

### ■ Dégradation générale dans le monde arabe

La guerre en Irak est pour beaucoup dans le durcissement de la répression des régimes arabes contre la presse. Soucieux de préserver leur image et confrontés à une opinion publique majoritairement anti-guerre, ces Etats ont renforcé leur contrôle sur la presse et accentué leurs pressions sur les journalistes contraints à l'autocensure.

Le Liban (106<sup>e</sup>) a perdu sa position de leader du monde arabe en matière de respect de la liberté d'expression au profit du Koweït (102<sup>e</sup>), en raison de cas de censures, de poursuites judiciaires abusives et d'un attentat contre la chaîne *Futur TV*. L'Arabie saoudite (156<sup>e</sup>), la Syrie (155<sup>e</sup>), la Libye (153<sup>e</sup>) et Oman (152<sup>e</sup>) utilisent tous les moyens à leur disposition pour empêcher l'émergence d'une presse libre et indépendante.

Au Maroc (131<sup>e</sup>), les espoirs placés en Mohammed VI, au moment de son accession au trône en juillet 1999, ont été déçus. Les journaux indépendants demeurent sous la pression constante des autorités. Ali Lmrabet, directeur de publication de deux hebdomadaires satiriques, a été condamné, en juin 2003, à trois ans de prison pour "outrage à la personne du roi", suite à une série d'articles et dessins touchant des sujets tabous.

### ■ L'Union européenne bien classée, sauf l'Italie et l'Espagne

Pour la deuxième année consécutive, l'Italie est mal classée (53<sup>e</sup>) par rapport aux autres pays de l'Union européenne (UE). Le conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi, à la fois chef de l'exécutif et propriétaire d'un empire médiatique, n'est toujours pas résolu. De plus, un projet de loi sur la réforme du système audiovisuel, taillé sur mesure pour les intérêts de Silvio Berlusconi, risque d'aggraver les menaces pesant sur le pluralisme de l'information dans ce pays.

Le mauvais classement relatif de l'Espagne (42<sup>e</sup>) est imputable aux difficultés rencontrées par les journalistes au Pays basque. L'organisation terroriste ETA a multiplié les menaces envers les médias, promettant de s'attaquer aux journalistes ne couvrant pas la situation d'une manière conforme à ses propres vues. Par ailleurs, la lutte nécessaire contre le terrorisme a eu des conséquences sur la liberté de la presse, avec la fermeture par "mesure préventive" du journal basque *Egunkaria*, dont les dirigeants sont soupçonnés de collaboration avec l'ETA.

La France n'occupe que la 26<sup>e</sup> position, en raison de sa législation archaïque sur la diffamation, des remises en cause toujours plus fréquentes du principe de la protection des sources et d'interpellations abusives répétées de journalistes par la police.

### ■ L'ex-URSS toujours à la traîne

La situation reste préoccupante en Russie (148<sup>e</sup>), en Ukraine (132<sup>e</sup>) et au Bélarus (151<sup>e</sup>). S'il existe une véritable presse indépendante en Russie, la censure concernant tout ce qui touche à la guerre en Tchétchénie, plusieurs assassinats ainsi que l'enlèvement récent du correspondant de l'*Agence France-Presse* en Ingouchie, justifient son mauvais classement. Ce pays reste l'un des plus meurtriers au monde pour les journalistes.

En Asie centrale, et plus particulièrement au Turkménistan (158<sup>e</sup>) et en Ouzbékistan (154<sup>e</sup>), les gouvernements maintiennent une chape de plomb sur la presse. Aucune critique des autorités n'est tolérée.

### ■ De plus en plus de violences privées

Plusieurs pays aux gouvernements élus démocratiquement et dans lesquels existe une presse libre et indépendante sont mal classés. C'est notamment le cas du Bangladesh (143<sup>e</sup>), de la Colombie (147<sup>e</sup>) ou des Philippines (118<sup>e</sup>). Dans ces Etats, les journalistes sont victimes d'une violence privée, qui ne vient pas seulement de l'Etat, mais de partis politiques, de groupes mafieux ou de guérillas. Dans d'autres cas, comme au Népal (150<sup>e</sup>), la presse est prise sous les feux croisés des forces de sécurité et des rebelles.

Ces exactions créent une forte autocensure au sein des médias qui n'osent plus aborder des sujets comme la corruption, la collusion entre les responsables politiques et le crime organisé, ou les violences interreligieuses. Tandis que les gouvernements, bien souvent, ne prennent pas toutes les mesures qui s'imposent pour faire cesser ces agressions, en protégeant les reporters et en punissant les coupables.

### ■ En Afrique, l'information victime de la guerre

Sur le continent africain, les guerres et les graves crises politiques ont inévitablement des conséquences sur la liberté de la presse. Ainsi, les trois pays qui ont perdu le plus grand nombre de places par rapport à 2002 sont la Côte d'Ivoire (137<sup>e</sup>), le Liberia (132<sup>e</sup>) et la Guinée-Bissau (118<sup>e</sup>). Dans les deux premiers cas, des journalistes locaux et étrangers ont été exposés à la violence des belligérants. En Guinée-Bissau, des médias ont été fermés par des militaires.

## ■ Le classement

N°	Pays	Note
1	Finlande	0,50
-	Islande	0,50
-	Norvège	0,50
-	Pays-Bas	0,50
5	Danemark	1,00
-	Trinidad et Tobago	1,00
7	Belgique	1,17
8	Allemagne	1,33
9	Suède	1,50
10	Canada	1,83
11	Lettonie	2,25
12	Estonie	2,50
-	République tchèque	2,50
-	Slovaquie	2,50
-	Suisse	2,50
16	Autriche	2,75
17	Irlande	2,83
-	Lituanie	2,83
-	Nouvelle-Zélande	2,83
20	Slovénie	3,00
21	Afrique du Sud	3,33
-	Hongrie	3,33
-	Jamaïque	3,33
24	Costa Rica	3,83
25	Uruguay	4,00
26	France	4,17
27	Royaume-Uni	4,25
28	Portugal	5,17
29	Bénin	5,25
30	Timor-Leste	5,50
31	Etats-Unis (territoire américain)	6,00
-	Grèce	6,00
33	Pologne	6,17
34	Albanie	6,50
-	Bulgarie	6,50
-	Nicaragua	6,50
37	Bosnie-Herzégovine	6,83
-	Chili	6,83
-	El Salvador	6,83
40	Paraguay	7,17
41	Maurice	7,25
42	Equateur	7,67
-	Espagne	7,67

44	Israël (territoire israélien)	8,00
-	Japon	8,00
46	Madagascar	8,17
47	Cap-Vert	8,25
48	Ghana	8,75
49	Corée du Sud	9,17
50	Australie	9,25
51	Bolivie	9,67
-	Macédoine	9,67
53	Italie	9,75
-	Panama	9,75
55	Pérou	10,25
56	Hong-Kong	11,00
-	Mali	11,00
-	Namibie	11,00
59	Fidji (îles)	11,50
-	Roumanie	11,50
61	Taiïwan	12,00
62	Botswana	13,00
63	Congo	14,00
-	Mozambique	14,00
65	Honduras	14,17
66	Sénégal	14,50
67	Argentine	15,17
68	Niger	15,75
69	Croatie	16,50
-	Tanzanie	16,50
71	Brésil	16,75
72	République dominicaine	17,00
73	Géorgie	17,33
74	Mexique	17,67
75	Lesotho	17,75
76	Burkina Faso	18,00
77	Gambie	18,25
-	Mongolie	18,25
79	Comores	18,50
-	Kenya	18,50
81	Cambodge	19,50
82	Thaïlande	19,67
83	Chypre	20,83
84	Malawi	21,00
85	Serbie-Monténégro	21,33
86	Zambie	23,25
87	Sierra Leone	23,50
88	Tchad	24,00
89	Sri Lanka	24,83
90	Arménie	25,17
91	Ouganda	25,75

92	Burundi	26,25
93	Seychelles	26,75
94	Moldavie	27,00
95	Togo	27,50
96	Venezuela	27,83
97	Angola	28,00
98	Cameroun	30,50
99	Guatemala	30,83
100	Haïti	31,00
101	Gabon	31,25
102	Koweït	31,33
103	Nigeria	31,50
104	Kirghizistan	32,00
-	Malaisie	32,00
106	Liban	32,50
107	République centrafricaine	32,75
108	Algérie	33,00
109	Guinée	33,17
110	Egypte	34,25
-	Indonésie	34,25
-	Rwanda	34,25
113	Azerbaïdjan	34,50
-	Tadjikistan	34,50
115	Qatar	35,00
-	Turquie	35,00
117	Bahreïn	35,17
118	Guinée-Bissau	35,25
-	Philippines	35,25
120	Djibouti	35,50
121	Mauritanie	36,67
122	Emirats Arabes Unis	37,00
-	Jordanie	37,00
124	Ethiopie	37,50
-	Irak	37,50
-	Swaziland	37,50
127	République démocratique du Congo	38,50
128	Inde	39,00
-	Pakistan	39,00
130	Autorité palestinienne	39,25
131	Maroc	39,67
132	Liberia	40,00
-	Ukraine	40,00
134	Afghanistan	40,17
135	Etats-Unis (en Irak)	41,00
136	Yémen	41,83
137	Côte d'Ivoire	42,17
138	Kazakhstan	42,50
139	Guinée équatoriale	44,75

140	Somalie	45,00
141	Zimbabwe	45,50
142	Soudan	45,75
143	Bangladesh	46,50
144	Singapour	47,33
145	Maldives	47,50
146	Israël (territoires occupés)	49,00
147	Colombie	49,17
148	Russie	49,50
149	Tunisie	50,83
150	Népal	51,50
151	Bélarus	52,00
152	Oman	57,75
153	Libye	60,00
154	Ouzbékistan	61,50
155	Syrie	67,50
156	Arabie saoudite	71,50
157	Bhoutan	77,33
158	Turkménistan	82,83
159	Viêt-nam	89,17
160	Iran	89,33
161	Chine	91,25
162	Erythrée	91,50
163	Laos	94,83
164	Birmanie	95,50
165	Cuba	97,83
166	Corée du Nord	99,50

## ■ Note méthodologique

---

■ Ce classement permet de mesurer l'état de la liberté de la presse dans le monde. Il reflète le degré de liberté dont bénéficient les journalistes et les médias de chaque pays et les moyens mis en œuvre par les Etats pour respecter et faire respecter cette liberté.

■ C'est une photographie de la situation à une période donnée. Il tient seulement compte des événements survenus entre le 1<sup>er</sup> septembre 2002 et le 1<sup>er</sup> septembre 2003. Il ne prend pas en compte l'ensemble des violations des droits de l'homme, mais uniquement les atteintes à la liberté de la presse.

■ Afin d'établir ce classement, Reporters sans frontières a réalisé un questionnaire reprenant les principaux critères - 53 au total - permettant d'évaluer la situation de la liberté de la presse dans un pays donné. Ce questionnaire recense l'ensemble des atteintes directes contre des journalistes (assassinats, emprisonnements, agressions, menaces, etc.) ou contre des médias (censures, saisies, perquisitions, pressions, etc.). Il note également le degré d'impunité dont bénéficient les auteurs de ces violations de la liberté de la presse. Ce questionnaire prend également en compte le cadre juridique régissant le secteur des médias (sanction des délits de presse, monopole de l'Etat dans certains domaines, présence d'un organe de régulation, etc.) et le comportement de l'Etat face aux médias publics et à la presse internationale. Il relève aussi les principales atteintes à la liberté de circulation de l'information sur Internet.

- Reporters sans frontières n'a pas seulement tenu compte des exactions dues à l'Etat mais aussi de celles de milices armées, d'organisations clandestines ou de groupes de pression qui peuvent représenter une réelle menace pour la liberté de la presse.
- Ce questionnaire a été adressé à des personnes ayant une réelle connaissance de la situation de la liberté de la presse dans un ou plusieurs pays : des journalistes locaux ou résidant dans le pays, des chercheurs, des juristes, des spécialistes d'une région et les chercheurs du secrétariat international de Reporters sans frontières.
- Les pays classés sont ceux pour lesquels Reporters sans frontières a reçu des questionnaires remplis par plusieurs sources indépendantes. D'autres n'y figurent pas par manque d'informations fiables et étayées. En cas d'égalité entre plusieurs pays, ces derniers sont classés par ordre alphabétique.
- Enfin, en aucun cas, ce travail ne saurait être pris pour un indicateur de la qualité de la presse dans les pays concernés. Reporters sans frontières défend la liberté de la presse, sans prendre parti sur la qualité du contenu éditorial des médias. Les éventuelles dérives éthiques ou déontologiques n'ont pas été prises en considération.

---

Reporters sans frontières – Secrétariat international  
5 rue Geoffroy-Marie  
75009 Paris  
Téléphone : 33 1 44 83 84 84 / Fax : 33 1 45 23 11 51  
[www.rsf.org](http://www.rsf.org) / [index@rsf.org](mailto:index@rsf.org)



*Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde, c'est-à-dire le droit d'informer et d'être informé, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reporters sans frontières compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Abidjan, Bangkok, Istanbul, Montréal, Moscou, New York, Tokyo et Washington, et plus de cent correspondants dans le monde.*